

CHAPITRE 4 – La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial (1945-1948)

Comment, malgré l'espoir d'une paix fondée sur la sécurité collective, le monde bascule-t-il vite dans la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS ?

En 1945, l'annonce des capitulations allemande et japonaise déclenche des manifestations de joie dans le monde entier. Mais l'ampleur des souffrances, des pertes humaines et des destructions matérielles fait prendre conscience à l'humanité qu'un seuil de violence inédit a été franchi.

Ainsi, les puissances victorieuses de la Grande Alliance espèrent faire de l'année 1945 l'année zéro d'une nouvelle ère fondée sur la paix mondiale, la sécurité collective et la prospérité. La création de l'Organisation des Nations unies en juin 1945 témoigne de cette volonté de coopération internationale et devait constituer le pilier du nouvel ordre mondial à venir.

Cependant, l'alliance entre les États-Unis et l'Union soviétique se fissure rapidement et leur rivalité idéologique débouche sur la bipolarisation du monde dès 1947.

Cours 1. Le monde en 1945 : l'espoir d'un nouvel ordre international

(p. 122 – 123)

Après cinq années d'une guerre qui dépasse en horreur tous les conflits précédents, les puissances victorieuses ont la volonté de construire un monde meilleur fondé sur la paix, la justice sociale, la démocratie et la prospérité.

A - Un monde profondément meurtri

Un désastre humain. Le nombre de victimes est bien supérieur à celui de la Première Guerre mondiale en raison de la nature du conflit : une guerre idéologique d'anéantissement ayant entraînée une mobilisation colossale des ressources matérielles et humaines. On estime que près de 60 millions de personnes, ont trouvé la mort, dont plus de 50 % de civils. L'URSS ainsi que l'Europe centrale et orientale sont particulièrement touchées.

Des destructions matérielles considérables. De nombreuses villes, ainsi que les infrastructures de transport et les usines ont subi des dégâts considérables en raison de l'ampleur des bombardements. En URSS, 28 millions de personnes sont sans abri ; en Pologne, 74 % de l'équipement ferroviaire est anéanti ; en Allemagne, 45 villes sont détruites à plus de 50 %.

Un terrible traumatisme. Au lendemain de la guerre, le monde découvre comment la science et la technique, dans des proportions inédites, peuvent être mises au service de tueries de masse. Les nazis ont exterminé entre 5 et 6 millions de juifs, 200 000 Tsiganes et des milliers d'autres personnes (résistants, handicapés, homosexuels). En Chine, les exactions commises par les Japonais dans le cadre de l'opération Sankô Sakusen ont entraîné la mort de plus de 2,7 millions de personnes. Enfin l'utilisation des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, au-delà des dizaines de milliers de victimes, montre que l'humanité a désormais les moyens de s'autodétruire.

B. Régler le sort des vaincus

Juger les criminels de guerre. Face aux indicibles atrocités, punir les coupables devient un devoir moral pour les Alliés. Le statut d'un « tribunal militaire international » est fixé par les accords de Londres en août 1945 et la notion nouvelle de « crime contre l'humanité » apparaît parmi les chefs d'inculpation. Ainsi, les tribunaux de Nuremberg et de Tokyo jugent les principaux responsables allemands et japonais en s'appuyant sur une abondante documentation et en accumulant les témoignages.

Des conférences pour faire la paix. Avant même la fin de la guerre, les Alliés organisent plusieurs conférences destinées à préparer le retour à la paix. À Yalta (4 au 11 février 1945), les « Trois Grands » (Roosevelt, Staline et Churchill) établissent les futures frontières de l'Europe libérée et conviennent de l'organisation d'élections libres dans les pays libérés de la domination nazie.

À Potsdam, ils s'entendent sur le sort de l'Allemagne qui est dénazifiée, occupée et divisée en quatre zones d'occupation et sur celui du Japon (reddition sans condition, démocratisation).

Une alliance fragilisée. Pourtant, l'organisation de la paix future fait réapparaître les divisions entre les Occidentaux et l'URSS. Alors que les premiers veulent faire triompher les principes de la démocratie libérale et de la sécurité collective, Staline souhaite mettre à profit le prestige de l'Armée rouge pour créer une sphère d'influence soviétique en Europe de l'Est.

C. Vers un monde meilleur ?

Assurer la paix et la sécurité internationale. Signée le 26 juin 1945 à San Francisco par les représentants de 51 États, la Charte des Nations unies consacre l'idéal d'un monde uni déjà défendu par Roosevelt et Churchill dans la Charte de l'Atlantique (1941). Elle réaffirme les droits fondamentaux de l'homme et, fait nouveau, de la femme. Les États membres de l'ONU s'engagent à respecter le principe de l'égalité entre nations et à unir leurs forces pour maintenir la paix et la sécurité collective.

Favoriser le retour à la prospérité économique. Pour les États-Unis, une paix durable n'est possible que dans un contexte de croissance économique. Les accords de Bretton Woods, signés dès le 22 juillet 1944, ont mis en place un nouveau système monétaire international dans lequel le dollar est la monnaie de référence. Le FMI et la BIRD, institutions centrales du nouvel ordre économique mondial sont destinées à garantir la prospérité et l'équilibre monétaire afin d'éviter les désordres économiques des années 1930.

Garantir la justice sociale. Dès les années 1930, la crise économique a conduit les démocraties libérales à redéfinir le rôle de l'État et à renforcer ses prérogatives dans le domaine social. Les principes de l'État-providence et les théories keynésiennes s'imposent véritablement après la guerre. Ainsi en France, largement inspiré par le programme du CNR, le GPRF crée la Sécurité sociale en octobre 1945 et décide la nationalisation des secteurs clés de l'économie.

POINT DE PASSAGE Le 15 mars 1944 : le programme du CNR p. 124

**POINT DE PASSAGE p. 124 – 125 : Le 15 mars 1944 : le programme
du CNR**

**En quoi le programme du CNR pose-t-il les bases de l'État-providence en
France ?**

Doc 1 p. 124 : Le programme du Conseil national de la Résistance

Les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR, proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

– Afin d'établir le Gouvernement provisoire de la République formé par le général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation [...] ;

– Afin d'assurer l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ; la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ; la liberté de la presse [...] ; l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ; [...]

– Afin de promouvoir les réformes indispensables. Sur le plan économique : l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale [...] ; le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques [...]. Sur le plan social : le droit au travail, le droit au repos [...] ; la reconstitution dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant [...] ; un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence [...] ; une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;

– Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.

Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy.

Programme du Conseil national de la Résistance, 15 mars 1944.

Doc 2 p. 124 : La révolution sociale : un combat de la Résistance

Défense de la France est l'un des principaux journaux de la Résistance, créé en 1941.

Les hommes qui au début de cette guerre « ne savaient pas pourquoi ils se battaient » ont compris au cours de cette lutte qu'il ne s'agissait pas seulement d'abattre Hitler et de faire régner entre les Nations une autre loi que celle de la jungle, ils ont compris que le but à atteindre était l'établissement d'une condition humaine libérée de la puissance de l'argent, affranchie du besoin, ouverte à un idéal de solidarité et de justice. [...].

La sécurité [matérielle] permet à l'homme de s'engager et de devenir pleinement responsable. Elle lui laisse la liberté de penser. Elle permet au travailleur de faire son métier d'homme et de citoyen.

Robert Salmon, « De la démocratie politique à la démocratie sociale »,
Défense de la France n° 45, avril 1944.

Doc 3 p. 125 : Une nouvelle république sociale

Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion, ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. [...] Il proclame en outre, comme particulièrement nécessaire à notre temps, les principes politiques, économiques et sociaux ci-après :

La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme. [...]

Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. [...]

Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale [...].

Toute entreprise, dont l'exploitation a les caractères d'un service public national [...] doit devenir la propriété collective.

La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère, aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.

Extraits du préambule de la Constitution de 1946.

DOSSIER p. 126 – 127 : Nuremberg et Tokyo : deux procès pour l'Histoire

Les procès des dirigeants allemands et japonais, organisés par les Alliés en 1945, ont été critiqués comme une « justice des vainqueurs ». Mais ils ont affirmé un nouveau droit international, fondé sur la notion de « crime contre l'humanité ».

Quelle est la portée historique des procès de Nuremberg et de Tokyo ?

Doc 2 p. 126 : Le réquisitoire du procureur Jackson

Les méfaits que nous avons à condamner et à punir font preuve d'une telle vilénie et ont été si nuisibles que la civilisation ne pouvait se permettre de passer outre, parce qu'elle ne pourrait continuer à exister si jamais ils devaient se répéter. [...]

Ce qui donne à cette audience une telle importance, c'est que ces accusés représentent des influences néfastes, qui longtemps après que leurs corps seront tombés en poussière, alarmeront toujours le monde. Ils sont les symboles vivants de la haine raciale, du règne de la terreur, de l'arrogance et de la cruauté, de puissance et d'orgueil. [...]

En raison de la situation importante occupée par ces accusés, de la notoriété de leurs actes et de la possibilité de représailles qui découle de leur conduite, il est difficile de distinguer s'il s'agit d'une punition juste et mesurée ou de cris de vengeance dus aux angoisses de la guerre. Notre tâche, dans la mesure où cela est humainement possible, sera de faire cette distinction. Il ne nous faudra jamais oublier que les faits sur lesquels nous jugeons ces accusés aujourd'hui sont ceux mêmes sur lesquels l'Histoire nous jugera demain. Il faut dans notre tâche que nous fassions preuve d'une intégrité et d'une objectivité intellectuelle telles, que ce procès s'impose à la postérité ayant répondu aux aspirations de justice et de l'humanité. [...]

Discours d'ouverture du premier jour d'audience prononcé par le procureur
général américain Jackson, 21 novembre 1945.

Doc 4 p. 127 : Le procès de Tokyo et l'empereur

Pour le général MacArthur, commandant des forces alliées dans le Pacifique, juger l'empereur aurait mis en péril l'unité du Japon. C'est pourquoi son innocence fut mise en scène par le procureur général Keenan.

Le 6 janvier, un spectacle soigneusement prémédité eut lieu devant le tribunal militaire international.

« KEENAN : Vous êtes bien entrés en guerre contre les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, à ce qu'il me semble ?

TÔJO¹ : C'est mon gouvernement qui a choisi la guerre.

KEENAN : Est-ce conforme à la volonté de l'empereur Hiro Hito, de voir son pays entrer en guerre ?

TÔJO : Peut-être n'est-ce pas conforme à sa volonté, mais il est certain qu'en raison de mes conseils et de ceux que lui donna le haut commandement, l'empereur consentit, à contrecœur, à faire la guerre.

INTERPRÈTE : Il faut corriger la première phrase : C'était peut-être aller à l'encontre de la volonté de l'empereur.

TÔJO : Le désir qu'éprouvait l'empereur de maintenir cette paix qu'il aimait tant est resté le même jusqu'au moment où les hostilités ont commencé et même durant la guerre ses sentiments n'ont pas varié. »[...]

Comme devait le noter par la suite le secrétaire particulier de Keenan, « ce que les gens virent alors n'était qu'un faux-semblant... une comédie jouée d'un commun accord par Keenan et Tôjô. » [...] Bien que la chose n'ait jamais été prouvée, de nombreux experts pensent qu'un généreux dédommagement à la famille Tôjô faisait partie du marché.

Edward Behr, Hiro Hito, l'empereur ambigu, DR, 1989.

1. Premier ministre de 1941 à 1944, l'un des principaux responsables des crimes de guerre du Japon, il fut condamné à mort.

DOSSIER p. 128 : L'ONU, l'espoir d'un monde sans guerre

L'Organisation des Nations unies, créée lors de la conférence de San Francisco (25 avril-26 juin 1945) a pour mission de garantir la paix dans le monde. Pour la première fois, les États-Unis assurent avec leurs alliés de la Seconde Guerre mondiale un rôle clé au sein d'institutions internationales.

Doc 1 p. 128 : Les objectifs des Nations unies

Art. 1. Les buts des Nations unies sont les suivants :

1. Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écartier les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix.
2. Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes.
3. Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant ou en encourageant le respect des Droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langage ou de religion. [...]

Art. 2. L'organisation des Nations unies doit agir conformément aux principes suivants :

1. L'ONU est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres. [...]

7. Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État.

Extraits de la Charte de l'ONU, San Francisco, juin 1945.

Doc 2 p. 128 : Pour un véritable gouvernement mondial

Le célèbre physicien A. Einstein, est un militant pacifiste, favorable à une organisation supranationale.

Il est évident que les Nations unies sont une institution extrêmement importante et utile, pourvu que les États et les gouvernements comprennent clairement qu'elles ne représentent qu'une étape sur le chemin qui doit conduire à l'objectif final : la création d'une autorité supranationale dotée de moyens législatifs et exécutifs suffisants pour garantir la paix [...].

L'Assemblée générale ne devrait pas abandonner ses propres compétences au Conseil de sécurité, d'autant plus que celui-ci est paralysé par le carcan des dispositions sur le droit de veto. Les Nations unies, seul organisme capable dans ce domaine d'une initiative hardie et résolue, doivent à marche forcée poser les fondements d'un véritable gouvernement mondial et créer ainsi les conditions indispensables à la sécurité internationale.

Albert Einstein, lettre ouverte à l'Assemblée générale de l'ONU, octobre
1947.

DOSSIER p. 129 : Le système monétaire international de Bretton Woods

Signés par 44 pays en juillet 1944, les accords de Bretton Woods sont préparés par les économistes britannique et américain J.M. Keynes et H.D. White. Ils mettent en place un nouveau système monétaire international qui fait du dollar l'étalon monétaire, seule monnaie convertible en or.

Doc 1 p. 129 : Des accords destinés à assurer la prospérité et la paix mondiale

Henry Morgenthau, secrétaire américain au Trésor, qui a présidé la conférence de Bretton Woods, défend ces accords soumis au vote du Congrès.

À Bretton Woods, les représentants de 44 Nations Unies ont convenu de créer un Fonds monétaire international et une Banque internationale pour la reconstruction et le développement. [...]

Le Fonds monétaire fournit un mécanisme permettant de prévenir la perturbation des taux de change internationaux ou au besoin de les remettre en ordre. La stabilité de ces taux signifie que tous les pays peuvent participer au commerce mondial sans recourir à une concurrence sauvage. Dans les années 30, cette concurrence s'est manifestée dans le commerce mondial par la dépréciation des monnaies, le blocage de fonds, des quotas d'importations et de nombreuses préférences commerciales ou monétaires. [...].

Le programme de Bretton Woods favorisera la paix notamment en libérant les petits pays et même ceux de taille moyenne du danger de l'agression économique par des voisins plus puissants. [...] Les petits pays pourront s'adresser au Fonds international pour solliciter une aide monétaire, et à la Banque mondiale pour obtenir des fonds pour la reconstruction et le développement. Les prêts seront consentis sans conditions politiques [...].

L'organisation de la sécurité mondiale, [...] qui sera finalisée, nous l'espérons tous, à San Francisco, a besoin des accords de Bretton Woods. Nous ne pouvons pas déclarer que nous allons rejoindre les autres nations dans une organisation visant à maintenir la paix et refuser en même temps de contribuer à éliminer l'une des pires causes de la guerre – les bouleversements économiques.

Henry Morgenthau Jr., discours devant le Comité des banques et des monnaies de la Chambre des représentants, 7 mars 1945.

Doc 2 p. 129 : Le rôle des États-Unis dans le système monétaire international

L'approbation des États-Unis était essentielle, vu qu'ils tiennent la plus grande place dans les deux organismes prévus : le fonds de stabilisation des changes¹, pour lequel ils fourniront 2 750 millions de dollars sur 8 800 millions ; la Banque mondiale de reconstruction, qui aura un capital de 9 100 millions, avec une participation américaine de 3 100 millions. [...]

Ce n'est certes pas par pure humanité que les États-Unis prennent une place prépondérante dans une organisation qui peut servir la paix et la prospérité du monde. [...]

Ce plan marquera un revirement dans la politique commerciale américaine, caractérisée avant la guerre par des mesures protectionnistes. [...] L'ouverture des barrières doit contribuer, comme les crédits mis à la disposition des autres nations, à l'augmentation des échanges. [...] Ayant doublé pendant la guerre leur capacité de production, les États-Unis se verront obligés demain, pour éviter le chômage, d'accroître leur exportation dans des proportions énormes.

« Les accords de Bretton Woods », Le Monde, 26 juillet 1945.

1. Fonds monétaire international, > voir p. 122.

DOSSIER p. 130 – 131 : Yalta, de la réalité au mythe

En février 1945, alors que le conflit n'est pas encore terminé, les dirigeants de la Grande Alliance, F.D. Roosevelt, W. Churchill et J. Staline, se réunissent à Yalta (en Crimée, URSS) pour préparer le retour à la paix en Europe. Pourtant, derrière le consensus de façade, les enjeux de la délimitation des sphères d'influence révèlent les tensions entre l'URSS et les Occidentaux.

En quoi consistent les accords de Yalta ?

Doc 1 p. 130 : Les accords de Yalta

Nous nous sommes mis d'accord sur la politique commune et les plans communs à adopter pour assumer l'exécution des termes de la capitulation allemande, après que la résistance de l'armée allemande aura été définitivement écrasée. Les plans adoptés prévoient que chacune des trois puissances occupera avec ses forces armées une zone séparée de l'Allemagne. Il a été en outre convenu que la France serait invitée par les trois puissances, si elle le désire, à occuper une zone et à faire partie de la commission de contrôle comme quatrième membre. Notre dessein inflexible est de détruire le militarisme allemand et le nazisme. [...]

Nous avons rédigé et signé une déclaration commune sur l'Europe libérée [...]. Le rétablissement de l'ordre en Europe et la reconstruction de la vie économique nationale devront être réalisés par des méthodes qui permettront aux peuples libérés d'effacer les derniers vestiges du nazisme et du fascisme, et de se donner les institutions démocratiques de leur choix. Ce sont les principes de la Charte de l'Atlantique¹ – droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous lequel ils veulent vivre – restauration des droits souverains et de l'autonomie chez les peuples que les pays agresseurs en ont privé par la force.

Extrait de la déclaration finale de la conférence de Yalta, 11 février 1945.

1. Déclaration solennelle signée par Churchill et Roosevelt le 14 août 1941 et définissant les principes sur lesquels fonder la paix future.

Doc 3 p. 131 : Staline et la Pologne

Vous n'admettez pas, apparemment, que l'Union soviétique ait le droit de faire des efforts pour qu'il y ait en Pologne un gouvernement amicalement disposé à son égard, ni qu'il lui soit impossible d'accepter l'existence dans ce pays d'un gouvernement qui lui serait hostile. Indépendamment de toute autre considération, cette exigence est justifiée par le sang du peuple soviétique si abondamment répandu sur la terre de Pologne au nom de la libération de ce pays. Je ne sais si un gouvernement vraiment représentatif a été établi en Grèce, ni si le gouvernement belge est réellement démocratique : l'Union soviétique n'a pas été consultée lorsque ces deux gouvernements ont été établis et elle n'a pas réclamé un droit d'intervention dans ces affaires car elle comprend toute l'importance de la Belgique et de la Grèce pour la sécurité de la Grande-Bretagne. Il paraît inexplicable que, au moment où la question polonaise est en discussion, on refuse de prendre en considération les intérêts de l'Union soviétique au point de vue de sa propre sécurité. On doit admettre qu'il est anormal que deux gouvernements – celui des États-Unis et celui de la Grande-Bretagne – règlent par avance la question polonaise à laquelle l'Union soviétique est de très loin la plus directement intéressée, et mettent ainsi le gouvernement de l'URSS dans une position intolérable en essayant de lui imposer leurs exigences.

Message de J. Staline au président des États-Unis H. Truman, 24 avril
1945.

Doc 5 p. 131 : L'anxiété de Churchill

J'ai toujours travaillé pour l'amitié avec la Russie, mais tout comme vous, j'éprouve une grande anxiété en raison de leur mauvaise interprétation des accords de Yalta, de leur attitude vis-à-vis de la Pologne, de leur écrasante influence dans les Balkans sauf en Grèce, des difficultés qu'ils font à Vienne, de la combinaison entre la puissance russe et les territoires qu'ils contrôlent ou occupent, le tout couplé à l'utilisation de la technique communiste dans de nombreux pays, et par-dessus tout, à leur capacité à maintenir déployées de très fortes armées pour une longue période. [...]

Télégramme du Premier ministre britannique W. Churchill

au président des États-Unis H. Truman, 12 mai 1945.

Cours 2. La montée des tensions en Europe et au Proche-Orient (p. 132 – 133)

Les relations entre les États-Unis et l'URSS se dégradent vite après la fin de la guerre. Les fortes tensions diplomatiques débouchent sur la formation de deux blocs antagonistes.

A – Des tensions croissantes entre les deux Grands (1945-début 1947)

Les ambitions soviétiques. Fort du prestige gagné par l'Armée rouge dans la lutte contre le nazisme, Staline prend progressivement le contrôle de l'Europe centrale et orientale afin d'assurer la sécurité de l'URSS face à d'éventuelles agressions occidentales. Ses ambitions territoriales s'étendent aussi au Moyen-Orient, notamment au nord de l'Iran, pour s'assurer l'approvisionnement en pétrole. Enfin, l'URSS tente en vain d'obtenir de la Turquie un contrôle au moins partiel des détroits de la mer Noire pour se garantir un accès à la Méditerranée.

Vers la fin de la Grande Alliance. Cette volonté de l'URSS d'instaurer des régimes communistes dans les pays qu'elle a libérés va à l'encontre des accords de Yalta qui prévoyaient la tenue d'élections libres. Par des élections truquées voire des coups de force (comme en Tchécoslovaquie en février 1948), l'Europe de l'Est bascule en à peine deux ans sous la coupe soviétique. Dès le 11 mai 1945, Churchill utilise l'expression « rideau de fer » pour désigner la mainmise de Staline sur l'Europe de l'Est.

POINT DE PASSAGE 25 février 1948 : le « coup de Prague » p. 136.

Des divergences dans la gestion de l'Allemagne occupée. Pour ne pas répéter l'erreur du traité de Versailles en affaiblissant l'Allemagne vaincue, les puissances occidentales rétablissent l'économie libérale et la démocratie en Allemagne de l'Ouest. Dans leur zone d'occupation, les Soviétiques placent des communistes au pouvoir.

B. La naissance d'un monde bipolaire (1947-1949)

Endiguer l'expansion communiste. Le 12 mars 1947, le président américain Harry Truman annonce la politique du containment pour stopper la progression communiste. Persuadés que la misère favorise les idées communistes, les États-Unis offrent immédiatement une aide aux États les plus menacés par les guérillas communistes (Grèce, Turquie, Iran) et proposent un soutien financier pour la reconstruction des pays européens : le plan Marshall. 16 pays d'Europe de l'Ouest acceptent cette aide, qui est en revanche refusée par Staline et dans son sillage par les pays d'Europe de l'Est. La ligne de partage entre les deux Europes est désormais clairement définie.

La riposte soviétique. Pour resserrer les liens entre les partis communistes d'Europe et le PCUS, Staline crée le Kominform en septembre 1947. Andreï Jdanov, un des principaux collaborateurs de Staline, dénonce l'impérialisme américain incarné par le plan Marshall et acte la division du monde en deux camps antagonistes.

La crise de Berlin (1948-1949). L'Allemagne et Berlin deviennent le premier terrain de la guerre froide. Après la fusion de leur zone d'occupation (juin 1948), les Occidentaux créent une nouvelle monnaie pour l'Ouest, le Deutsche Mark valable aussi à Berlin-Ouest. Staline, qui depuis plusieurs mois revendique la totalité de Berlin située au cœur de la zone soviétique, réplique par le blocus terrestre de Berlin-Ouest.

S'engage alors un bras de fer de onze mois entre les Soviétiques et les Américains qui décident de ravitailler Berlin-Ouest et ses 2,5 millions d'habitants par un pont aérien. Le 12 mai 1949, Staline lève le blocus. La crise accélère la séparation de l'Allemagne en deux États : à l'ouest, la RFA, une démocratie libérale, et à l'est, la RDA, une démocratie populaire.

C. Aux origines du conflit israélo-arabe

Juifs et Arabes en Palestine. Pendant la Première Guerre mondiale, les Britanniques promettent à la fois aux Arabes la création d'un État arabe uni, et au sionisme, la création d'un « foyer national juif » en Palestine. Confrontés à une forte immigration juive, les Arabes de Palestine se révoltent en 1936 contre la Grande-Bretagne devenue la puissance mandataire de la région. À la veille de la guerre, les Britanniques, soucieux de ménager leurs alliés arabes, réduisent fortement l'immigration juive et acceptent le principe de la création d'un seul État en Palestine, composé de fait très majoritairement d'Arabes.

La création de l'État d'Israël. Après 1945, alors que les sionistes réclament la création d'un État-refuge pour les juifs du monde entier traumatisés par le génocide, le Royaume-Uni maintient les quotas à l'immigration. Les affrontements entre juifs de Palestine, Arabes et Britanniques redoublent. Dans l'impasse, le Royaume-Uni s'en remet à l'ONU qui établit un plan de partage de la Palestine. Alors que les Arabes rejettent la division de ce qu'ils estiment être leur terre, les juifs proclament le 14 mai 1948, l'indépendance de l'État d'Israël. Le lendemain, la Ligue arabe déclare la guerre au nouvel État juif. Face au manque d'unité des armées arabes, Israël, qui dispose du matériel britannique issu de la Seconde Guerre mondiale et d'un armement moderne fourni par la Tchécoslovaquie, remporte sa première victoire.

POINT DE PASSAGE 1948 : la naissance de l'État d'Israël p. 138.

DOSSIER p. 134 – 135 : Les « déclarations » de guerre froide

Dès la victoire de 1945, les désaccords idéologiques entre les États-Unis et l'URSS réapparaissent. Chacun redoute la puissance de l'autre. Plusieurs discours et initiatives, des deux côtés, sont comme des « déclarations » de guerre froide : la rupture est consommée en 1947.

Comment et pourquoi se produit la rupture entre les États-Unis et l'URSS ?

Doc 2 p. 134 : Le « rideau de fer »

De Stettin dans la Baltique jusqu'à Trieste dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent toutes les capitales des anciens États de l'Europe centrale et orientale. Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia, toutes ces villes célèbres et les populations qui les entourent se trouvent dans ce que je dois appeler la sphère soviétique, et toutes sont soumises, sous une forme ou sous une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais encore au contrôle très étendu et constamment croissant de Moscou. [...] Les communistes, qui étaient plus faibles dans tous ces pays de l'Est européen, ont été investis de pouvoirs qui ne correspondent nullement à leur importance numérique, et cherchent partout à s'emparer d'un contrôle totalitaire. [...] Nous ne viendrons pas à bout des difficultés et des dangers en nous voilant la face. [...] Nous ne les écarterons pas non plus par une politique d'apaisement.

Winston Churchill, discours prononcé à Fulton, Missouri, États-Unis, 5
mars 1946.

Doc 4 p. 135 : La doctrine Truman

À l'heure actuelle de l'histoire mondiale, presque chaque nation doit choisir entre deux modes de vie alternatifs. Trop souvent, pourtant, ce choix ne se fait pas librement. Le premier mode de vie repose sur la volonté de la majorité et il est caractérisé par des institutions libres, un gouvernement représentatif, des élections libres, des garanties assurant la liberté individuelle, la liberté de parole et de religion, et l'absence de toute oppression politique. L'autre mode de vie repose sur la volonté d'une minorité imposée par la force à la majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, une presse et une radio contrôlées, sur des élections truquées et la suppression des libertés personnelles.

Je crois que la politique des États-Unis doit consister à soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou à des pressions venues de l'extérieur. Je crois que nous devons aider tous les peuples libres à déterminer eux-mêmes leur destin. Ce que j'entends par un tel soutien, c'est essentiellement une aide économique et financière qui constitue la base de la stabilité économique et d'une vie politique cohérente.

Discours du président américain Harry Truman au Congrès, 12 mars 1947.

Doc 5 p. 135 : La doctrine Jdanov

Les États-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste. L'Angleterre et la France sont unies aux États-Unis et marchent comme des satellites en ce qui concerne les questions principales, dans l'orbite de la politique impérialiste des États-Unis. Le camp impérialiste est soutenu aussi par des États possesseurs de colonies, tels que la Belgique et la Hollande, et par des pays au régime réactionnaire antidémocratique, tels que la Turquie et la Grèce, ainsi que par des pays dépendant politiquement et économiquement des États-Unis, tels que ceux du Proche-Orient, de l'Amérique du Sud, de la Chine.

Les forces anti-impérialistes et antifascistes forment l'autre camp. L'URSS et les pays de la démocratie nouvelle en sont le fondement. Les pays qui ont rompu avec l'impérialisme et qui se sont engagés résolument dans la voie du progrès démocratique, tels que la Hongrie, la Roumanie, la Finlande, en font partie. Au camp anti-impérialiste adhèrent l'Indonésie, le Vietnam, l'Inde. L'Égypte et la Syrie lui apportent leurs sympathies. Le camp anti-impérialiste s'appuie dans tous les pays sur le mouvement ouvrier et démocratique, les partis communistes frères, sur les combattants des mouvements de la libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, sur toutes les forces progressistes qui existent dans chaque pays.

Andreï Jdanov, rapport à la conférence des partis communistes européens
paru dans l'Humanité, 5 octobre 1947.

POINT DE PASSAGE p. 136 – 137 : 25 février 1948 : le « coup de Prague »

Comment le « coup de Prague » achève-t-il la formation de deux blocs antagonistes en Europe ?

Doc 1 p. 136 : La Tchécoslovaquie doit refuser le plan Marshall

Le 9 juillet 1947, trois membres du gouvernement tchécoslovaque rencontrent Staline à Moscou : le Premier ministre Gottwald (communiste), le ministre des Affaires étrangères Masaryk (social-démocrate) et le ministre du Commerce extérieur Ripka (socialiste national).

Staline demeurait inflexible [...] : « Nous savons que vous êtes des amis. Dans le gouvernement soviétique, personne ne doute de l'amitié de la Tchécoslovaquie. Si vous participez à la conférence¹, vous prouvez par cet acte que vous permettez qu'on se serve de vous comme d'un instrument contre l'Union soviétique. Ni le peuple, ni le gouvernement de l'URSS ne le supporteraient. »

On savait ce que ce genre d'avertissement signifiait dans la bouche de Staline surtout lorsqu'il s'adressait à une petite nation voisine. [...]

Masaryk semblait perdu dans ses réflexions. Après un instant de silence, il me dit : « Ils nous ont mis au pied du mur tout en faisant semblant de nous traiter en amis. Staline était comme toujours très aimable, jovial presque, mais il ne cédait pas d'un pouce. Le jeu était clair ; il s'était entendu avec Gottwald, l'entretien avec nous n'était qu'une formalité. » [...]

Masaryk, une fois de plus, sortit de ses gonds : « Chers amis, nous ne sommes plus que des vassaux ! »

Hubert Ripka, Le Coup de Prague : une révolution préfabriquée, © Plon,
1949.

1. Référence à la conférence de Paris devant mettre en place le plan
Marshall

Doc 3 p. 137 : La victoire du communiste Gottwald

Je reviens à l'instant de chez M. le Président. Je lui ai soumis ce matin le projet d'acceptation des démissions des ministres qui ont remis leur démission le 20 février. En même temps, j'ai proposé à M. le Président la liste des personnes par lesquelles le gouvernement doit être reconstruit. [...]

La décision sur cette proposition n'a pas été facile pour M. le Président, comme en témoigne le fait que cela lui a pris assez longtemps pour réfléchir et juger. Malgré tout, M. le Président a fini par reconnaître la nécessité d'une telle mesure [...] parce qu'il voyait que c'était là le souhait, la volonté et la voix du peuple. [...]

Et maintenant, camarades, encore quelques mots : la réaction¹, qui prépare et manigance précisément en ce moment un coup décisif contre notre régime de démocratie populaire, a été elle-même repoussée et défaite.

L'unité de notre peuple, l'unité de la classe ouvrière, l'unité des ouvriers, des paysans, des artisans et des commerçants, et des intellectuels, voilà ce qui a donné à notre nation des forces suffisantes pour étouffer dans l'œuf, en peu de jours, les pièges et les complots de la réaction.

Discours de Gottwald sur la place Saint-Venceslas, 25 février 1948, cité dans François Fetjö, *Le Coup de Prague 1948*, Seuil, 1976.

1. Désigne les opposants au communisme.

Doc 5 p. 137 : Le « coup de Prague » : l'analyse de la presse occidentale

Nous avons à craindre malheureusement que Prague, après Bucarest, après Sofia, ne soit la nouvelle manifestation d'une immense entreprise de mise au pas, non seulement des vestiges du capitalisme privé, mais des forces socialistes et démocratiques non communistes, consommée dans toutes les règles d'un art qui semble n'avoir repris que pour les raffiner les plus sinistres précédents. La Tchécoslovaquie ne s'embrase pas, elle se glace. [...] Le communisme affirme ainsi par les actes, sinon toujours en parole, qu'il n'est pour lui de collaboration, dans les étapes prérévolutionnaires, que pour préparer l'alignement de ses alliés au bout de la route commune, qu'il renonce à se faire le rassembleur, dans leur diversité créatrice, des énergies de salut, que, dans sa perspective révolutionnaire, il n'y a de place que pour son pouvoir absolu, exclusif de tout partage, qu'il n'y tolère que des subordonnés.

Esprit, mars 1948, p. 356-357.

POINT DE PASSAGE p. 138 – 139 : 1948 : la naissance de l'État d'Israël

En quoi la naissance de l'État d'Israël en 1948 est-elle un tournant majeur pour le Proche-Orient ?

Doc 1 p. 138 : La naissance de l'État d'Israël

La Terre d'Israël est le lieu où naquit le peuple juif. C'est là que s'est formée son identité spirituelle, religieuse et nationale. [...] Motivés par cet attachement historique, les juifs s'efforcèrent, au cours des siècles, de retourner au pays de leurs ancêtres pour y reconstituer leur État. Tout au long des dernières décennies, ils s'y rendirent en masse [...]. Ils y défrichèrent le désert, firent renaître leur langue, bâtirent cités et villages et établirent une communauté en pleine croissance, ayant sa propre vie économique et culturelle. [...]

La Shoah, qui anéantit des millions de juifs en Europe, démontra à nouveau l'urgence de remédier à l'absence d'une patrie juive par le rétablissement de l'État juif dans le pays d'Israël, qui ouvrirait ses portes à tous les juifs [...].

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies adopta une résolution prévoyant la création d'un État juif indépendant [...]. C'est le droit naturel du peuple juif d'être une nation comme les autres nations et de devenir maître de son destin dans son propre État souverain.

En conséquence, nous, membres du Conseil national représentant le peuple juif du pays Israël et le mouvement sioniste, réunis aujourd'hui jour de l'expiration du mandat britannique, en assemblée solennelle, et en vertu des droits naturels et historiques du peuple juif, ainsi que de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, proclamons la fondation de l'État juif dans le pays d'Israël, qui portera le nom d'État d'Israël.

Proclamation d'indépendance de l'État d'Israël, 14 mai 1948, lue par David

Ben Gourion.

Doc 3 p. 139 : Deux histoires pour une seule terre

En 2003, des professeurs d'histoire israéliens et palestiniens décident d'écrire chacun l'histoire du conflit entre leurs deux peuples. Les deux textes, mis en vis-à-vis dans la publication d'origine, donnent ici leur version de la guerre de 1948.

Point de vue israélien

La guerre d'indépendance

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée des Nations unies approuva à une écrasante majorité la proposition de création de deux États indépendants côte à côte. Le Foyer juif accueillit le soir même la décision par des chants et des danses, mais dès le lendemain matin les Arabes qui n'avaient pas accepté le plan de partage, soutenus par des volontaires venus d'autres pays arabes, se lancèrent dans des actions terroristes. [...]

On appelle la guerre commencée le 30 novembre 1947 « guerre d'Indépendance » parce qu'à l'issue des combats, le Foyer juif obtint son indépendance après en avoir été empêché par les pays arabes et les Arabes sur place. Les forces armées arabes attaquèrent les colonies isolées, les juifs dans les villes à population mixte, les routes, et montrèrent également des opérations de terreur.

Point de vue palestinien

La Nakba

La résolution 181 votée le 29 novembre 1947 par l'Assemblée générale des Nations unies préconisait le partage de la Palestine en deux États, l'un arabe et l'autre juif.

Elle déclencha, d'une part, le compte à rebours de la proclamation de l'État d'Israël, le 14 mai 1948, et, d'autre part, la Nakba de 1948, synonyme de déracinement et de dispersion pour le peuple palestinien. [...] Ce qui arriva au peuple palestinien en 1948 est une expropriation de la terre, une expulsion des habitants, un assassinat de la vérité. [...] La destruction des 418 villages palestiniens, le souci de dissimuler toute trace indiquant la présence d'une vie palestinienne antérieure sur ces terres, les massacres commis contre le peuple palestinien, confirment la brutalité dont ce dernier, désormais dispersé, a été la victime. Le plus tristement célèbre de ces massacres est celui de Deir Yassin qui fit plus de 100 martyrs et des dizaines de blessés. Les survivants après avoir été soumis aux pires atrocités, pratiques immorales et inhumaines, furent expulsés de la localité.

Peace Research Institute in the Middle East, Histoire de l'autre, Liana
Levi, 2004.

SYNTHÈSE p. 140 : La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial (1945-1948)

Comment, malgré l'espoir d'une paix fondée sur la sécurité collective, le monde bascule-t-il vite dans la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS ?

1. L'espoir d'un nouvel ordre mondial

La Seconde Guerre a fait près de 60 millions de morts, dont la moitié sont des civils. Les dégâts matériels sont également considérables. Les bombardements aériens ont détruit des villes entières et une bonne partie des infrastructures de transport. Les violences génocidaires commises par l'Allemagne nazie et le recours à l'arme atomique par les États-Unis sidèrent le monde entier.

Les principaux criminels de guerres nazis et japonaises sont traduits en justice par les vainqueurs lors des procès de Nuremberg et Tokyo. À Yalta et Potsdam (1945), de grandes conférences internationales sont organisées pour tenter d'instaurer une paix durable. L'Organisation des Nations unies voit le jour à San Francisco en 1945.

Convaincus que la crise économique des années 1930 est en partie responsable du déclenchement du conflit mondial, les vainqueurs sont soucieux de pérenniser la croissance économique. À Bretton Woods (1944), 44 pays adoptent un nouveau système monétaire fondé sur l'or et le dollar et donnent naissance au FMI et à la Banque mondiale. La même année, le programme du CNR pose en France les bases d'un État-providence.

2. La montée des tensions

Scellée durant la Seconde Guerre mondiale pour vaincre les puissances de l'Axe, l'alliance entre l'URSS et les États-Unis se fragilise dès la victoire obtenue. La mainmise de Moscou sur les pays d'Europe centrale et orientale libérés par l'Armée rouge suscite la réprobation de Washington. Dès 1946, Winston Churchill diagnostique la division de l'Europe par un « rideau de fer » séparant l'Ouest capitaliste de l'Est communiste.

En 1947, le président Truman définit la politique de containment consistant à s'opposer à toute nouvelle progression territoriale du communisme. Pour y parvenir, les États-Unis aident les pays d'Europe occidentale à se reconstruire via le plan Marshall. L'URSS accuse les États-Unis d'impérialisme (doctrine Jdanov) interdit aux pays d'Europe centrale et orientale d'accepter leur aide. C'est le début de la « guerre froide » entre les deux anciens alliés, dont le premier affrontement a pour enjeu le contrôle de Berlin-ouest (1948-1949).

En 1947, les deux nouvelles superpuissances mondiales approuvent à l'ONU le partage de la Palestine en deux États, l'un juif et l'autre arabe. Une décision rejetée par les pays arabes qui déclarent immédiatement à Israël une guerre qu'ils perdent.